L'ABEILLE.

PAR BULLITT, BULLEN & MAGNE.
No. 61 RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 27 MARS 1839.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,
HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

AVANTAGES D'UN GOUVERNEMENT LOCO POCO.

Le parti qui nous gouverne depuis longtemps, a follement dissipé la fortune publique et presque tari les sources du crédit public et privé.

Que sont devenus les millions d'excédent dont le congrès avait naguères ordonné la répartition entre les Etats ? dissipés. Et plus que dissipés, car le gouvernement est endetté et sollicite chaque jour de nouveaux emprunts.

D'un autre côté le commerce si prospère de 1830 à 1837 n'est-il pas pour ainsi dire anéanti et le crédit ne semble-t-il pas mortellement atteint ? Osons le dire, car c'est la vérité, l'impuissant démocratique (on prétendu démocratique) a fait plus de mal à la nation Américaine que cinquante années de guerre. Et cependant, loin de reconnaître leurs torts, les hommes de ce parti persistent follement à suivre leurs premières erremens.

Ils ont détruit le crédit et maintenant ils se plaignent de ce qu'il n'y a pas de crédit; ils ont ruiné le commerce et les voilà qui s'étonnent de voir que le commerce leur est hostile ! Ils ont tout fait pour détruire les banques, et ils sont furieux de voir que les banques les repoussent.

Par exemple, il vient de se passer tout récemment à Philadelphie, un fait qui prouve combien ce parti est aveuglément obstiné.

L'Etat de Pennsylvanie est fortement endetté : il est pourtant que nous croyons pouvoir assurer que ses revenus sont insuffisants pour payer l'intérêt de sa dette. C'est comme on voit une circonstance qui ne doit pas lui donner un bien grand crédit.

La banque actuelle des Etats-Unis serait tenue, d'après les conditions de sa charte, à prêter à l'Etat de Pennsylvanie, à quatre pour cent d'intérêt par an ; mais le gouverneur *Loco-foco* Porter et son administration, ne veulent point avoir recours à la banque-*mère*, et ils ont préféré faire passer des lois pour emprunter à cinq pour cent, pour compte de l'Etat, c'est comme on voit, admirablement entendre les intérêts du peuple ! Cependant, les autres Banques ne peuvent ou ne veulent pas prêter à l'Etat, même à ce taux de 5 pour cent, et il en résulte que l'emprunt solicité par le gouverneur Porter n'a pu être fait.

Le dernier grande rumeur parmi les *Loco-focos*; et le nouveau gouverneur propose de faire vendre aux enchères toutes les actions de Banque que l'Etat de Pennsylvanie peut posséder.

Si l'on suit cette détermination, la Pennsylvanie perdra des sommes énormes, et les perdra sans retour, parce qu'un de ses gouverneurs aura été un homme de parti violent et aveugle.

Mais ce qu'il y a de plus curieux, c'est que ce parti est arrivé par la conclusion qu'il faut de plus en plus séparer le gouvernement d'avec les Banques. Ce n'est autre chose qu'un vieux cri de ralliement de l'école démagogique, ne supportant pas même un examen sérieux. Séparer le gouvernement des Banques; c'est en effet se priver de toute surveillance sur l'administration de ces institutions et priver ainsi le public des garanties qui résultent de cette surveillance.

La colère du gouverneur Porter éclate avec majesté dans le message où il rend compte de cette affaire :

N'est-il pas inconvenant, en effet, que des Banques prétendent de prêter de l'argent ? Pourquoi donc sont-elles là ? Et certes, il est ridicule de vouloir prêter ce qu'elles doivent choisir les emprunteurs, puisque tous les hommes sont égaux dans une république."

Le *Loco-focoisme* gâte tout ce qu'il touche. Les dépenses publiques ont été triplées par lui, et de 13 millions qu'elles étaient en 1829, elles sont montées à 40; le trésor qui était alors embarrassé d'un excédent considérable, est maintenant vide ; alors on avait des fonctionnaires intègres, maintenant les rangs de l'administration fournissent de dilapidateurs ; et tout cela a été fait par les démocrates prétendus qui ont tenu et qui tiennent encore les rênes de l'Etat. N'est-il pas temps de mettre un terme à un état de choses qui menace l'existence même de la République ?

Nous avons omis d'annoncer que l'honorable Ricks-Gholson représentant du second district de la Louisiane au Congrès, a traversé notre ville la semaine dernière en se rendant de Washington chez lui.

Nous voyons dans le *Nashville Union* du 22 mars, que une assemblée publique a été tenue à Memphis, le 17, par suite de la découverte d'un prétendu complot des nègres contre la vie de plusieurs concitoyens.

En conséquence un comité nommé par l'assemblée publique se réunit pour procéder à l'examen de six nègres et de leur accusateur, mais il a paru au cours après une sévère investigation de l'affaire, qu'il n'y avait point eu de complot, à proprement parler, et qu'il y avait eu seulement dessein d'empoisonner une famille.

Nous lisons dans le National Intelligencer de Washington du 15 mars. Mr. Saligny, qu'il était encore dernièrement attaché à la légation de France aux Etats-Unis est arrivé il y a quelque temps dans notre ville. Il paraît qu'il n'est chargé d'aucune mission pour le gouvernement de notre république, mais nous croyons qu'il est envoyé par le cabinet français pour voir notre pays et examiner sa position. Mr. Saligny est allé rejoindre le général Hunt, qui est une de ses anciennes connaissances.

MM. Wilkinson et Mardesaghe, accusés de meurtre dans l'affaire qui eut lieu à Louisville, il y a environ trois mois, viennent d'être jugés et acquittés. La majorité de la population était si forte pour les accusés qu'on n'a pu empêcher les applaudissemens de la multitude lorsque le jury a rendu son verdict de non culpabilité.

Mr. S. S. Prentiss était l'un des conseils des accusés et a fait, dit-on, un discours admirable.

Extrait du Mississipi et d'une grande partie de la Louisiane et de l'Alabama.
Par M. LATOURETTE.

En disant que la carte de M. Latourette a obtenu la médaille d'argent de la société industrielle de New-York, c'est en faire un assez bel éloge. Nous avons seulement vu, en effet, un plus beau et un meilleur travail.

Les communications par terre et par eau entre Nouvelle-Orléans et la Mobile y sont désignées exactement comme dans les tracés originaux faits d'après les instructions du gouvernement général et les cartes des districts congressionnels y sont soigneusement indiquées. En un mot rien n'a été épargné pour rendre cette carte aussi parfaite qu'elle peut être.

M. Latourette a encore à vendre quelques copies de cette planche qui a remporté le prix. On peut le voir à la librairie de la Bourse.

Nous sommes priés d'appeler l'attention du public sur une vente de propriétés situées à l'encoignure des rues St Charles et Poydras qui doit avoir lieu aujourd'hui à 1 heure à la Bourse de la Cité. La bonne position de ces propriétés et les conditions libérales qui seront accordées, méritent l'attention des spéculateurs. — Voyez pour plus amples renseignemens dans la colonne des avis.)

Nous appelons l'attention des lecteurs sur un avis inséré dans le journal d'aujourd'hui, commençant par ces mots : "Au public" et signé "Wm. Childers."

NOUVELLES D'AFRIQUE.

Les dernières dépêches du maréchal Valée, reçues par le gouvernement, sont à la date du 19 janvier. Elles contiennent les rapports officiels de M. le lieutenant-général Galbois sur l'expédition de Sétif.

Le commandant supérieur de la province de Constantine après avoir fait connaître les difficulté que sa troupe a dû surmonter pour franchir le contrefort de l'Atlas qui sépare la vallée de l'Ouad-Boussolah de la ville de Sétif, rend compte d'une attaque que les Kabyles ont dirigée contre lui, pendant qu'il revenait sur Bougie. Le succès n'a pas été un moment douteux. D'après les renseignemens donnés par les chefs du pays les Kabyles de Bougie avaient seuls pris part à cette affaire dans laquelle nous avons eu quelques hommes blessés, et qui a encore grandi la réputation de nos troupes dans l'opinion des indigènes.

Le général Galbois, en parcourant de nouveau le territoire Djemmilah a Milah, a reconnu l'impossibilité d'exécuter pendant l'hiver la partie de la route qui traverse dans la vallée supérieure de l'Ouad-Boussolah ; il ne pouvait d'ailleurs envoyer à Djemmilah les approvisionnemens nécessaires pour mettre les troupes à couvert et les denrées dont elles avaient besoin. Ces considérations l'ont déterminé à rapprocher de Milah le 3ème bataillon d'infanterie d'Afrique, après douze jours de résidence à Djemmilah, ce bataillon n'a été inquiété ni à son départ ni pendant sa marche. Le général Galbois a cru devoir le placer en avant de Milah, pour travailler à la route de Sétif sur laquelle il a déjà fait deux lieues et demie.

"La position de Djemmilah avait été vigoureusement attaquée quelques jours auparavant par les Kabyles de Bougie de la colonne du général Galbois avait repoussée. Le 3ème bataillon d'Afrique avait montré dans cette circonstance une grande énergie; le courage de ces braves soldats avait fort à contenir à réprimer à une entreprise dans laquelle il avait déjà perdu plusieurs chefs importans. Le serdji (chef indigène), de Djemmilah était venu pendant l'attaque, s'établir au milieu de notre camp il a combattu avec nos soldats et son dévouement prouve que la population du pays ne prend pas part à l'entreprise des Milanis.

Kabylie de Bougie recevront plus tard un châtiment que leurs attaques précédentes contre cette ville suffisaient seules à justifier.

"L'expédition de Sétif a produit un grand effet dans toute la province de l'Afrique. Tous les caids de la Medjana se sont rendus à Constantine et ont demandé au général Galbois, par l'intermédiaire du kalifa, de leur donner une nouvelle investiture. Ils sont ensuite retournés dans leur pays et ont déclaré que leurs forces étaient suffisantes pour maintenir l'autorité d'Ahmed-Ben-Mokhtar-Kalifa de la Medjana (dénomination par l'autorité française) et qu'ils n'auraient aucun besoin du secours de nos troupes.

"La colonne envoyée chez les Harachas a fait rentrer les contributions de 1838, qui ont été acquittées, soit en argent, soit en bestiaux et chameaux. Toutes les tribus de l'Est ont reconnu l'autorité du caid des Harachas, et cette partie de la province est parfaitement tranquille.

"Dans le Sahhel, le pouvoir du kalifa Ben-Aïssi, se développe et s'affermit. Les caids ont été nommés pour la plupart par son autorité. Dans peu de temps le Sahhel, qui est la partie de la province où il y a eu le plus de chefs investis, sera aussi la plus fortement organisée et la plus régulièrement administrée.

"L'arrivée chez-el-arab, Boizia-ben-Gannah, qui a dernièrement fait sa soumission, s'est rendu à Constantine. Il a amené avec lui les principaux chefs de Djerid pour demander le burnous, en signe d'investiture. Cette démarche éclatante, qui montre à tous la plus puissante famille de la province reconnaissant la souveraineté de la France, a déterminé le gouverneur général à confier à Boizian l'emploi de chez-el-arab. Cette nomination sera très-bien accueillie dans la partie de la province qui touche au désert.

"Les tribus du Djerid désarmeront depuis long-temps se placer sous la protection de la France, pour échapper au joug dont Abd-el-Kader les menace, et Boizia paraît le seul homme qui puisse lutter contre l'influence de l'émir. Il donne pour garantie de sa fidélité sa famille, qu'il établira à Constantine, ou, ainsi que les autres kalifas, il veut avoir une maison.

"Il a fallu de grandes mesures pour déterminer le gouverneur général à révoquer Ferhat-ben-Said, qu'il reconnu comme chiek-el-arab après la prise de Constantine, mais la versatilité de ce chef ne permettait pas d'hésiter. Ferhat a été trouver Abd-el-Kader devant Alger. Abd-en-Malky; il a reconnu pour chef, et quoiqu'on ait dit, il n'est chargé d'aucune mission pour le gouvernement de notre république, mais nous croyons qu'il est envoyé par le cabinet français pour voir notre pays et examiner sa position. Mr. Saligny est allé rejoindre le général Hunt, qui est une de ses anciennes connaissances.

MM. Wilkinson et Mardesaghe, accusés de meurtre dans l'affaire qui eut lieu à Louisville, il y a environ trois mois, viennent d'être jugés et acquittés. La majorité de la population était si forte pour les accusés qu'on n'a pu empêcher les applaudissements de la multitude lorsque le jury a rendu son verdict de non culpabilité.

Mr. S. S. Prentiss était l'un des conseils des accusés et a fait, dit-on, un discours admirable.

Extrait du Mississipi et d'une grande partie de la Louisiane et de l'Alabama.
Par M. LATOURETTE.

En disant que la carte de M. Latourette a obtenu la médaille d'argent de la société industrielle de New-York, c'est en faire un assez bel éloge. Nous avons seulement vu, en effet, un plus beau et un meilleur travail.

Les communications par terre et par eau entre Nouvelle-Orléans et la Mobile y sont désignées exactement comme dans les tracés originaux faits d'après les instructions du gouvernement général et les cartes des districts congressionnels y sont soigneusement indiquées. En un mot rien n'a été épargné pour rendre cette carte aussi parfaite qu'elle peut être.

M. Latourette a encore à vendre quelques copies de cette planche qui a remporté le prix. On peut le voir à la librairie de la Bourse.

Nous sommes priés d'appeler l'attention du public sur une vente de propriétés situées à l'encoignure des rues St Charles et Poydras qui doit avoir lieu aujourd'hui à 1 heure à la Bourse de la Cité. La bonne position de ces propriétés et les conditions libérales qui seront accordées, méritent l'attention des spéculateurs. — Voyez pour plus amples renseignemens dans la colonne des avis.)

Nous appelons l'attention des lecteurs sur un avis inséré dans le journal d'aujourd'hui, commençant par ces mots : "Au public" et signé "Wm. Childers."

NOUVELLES D'AFRIQUE.

Les dernières dépêches du maréchal Valée, reçues par le gouvernement, sont à la date du 19 janvier. Elles contiennent les rapports officiels de M. le lieutenant-général Galbois sur l'expédition de Sétif.

Le commandant supérieur de la province de Constantine après avoir fait connaître les difficulté que sa troupe a dû surmonter pour franchir le contrefort de l'Atlas qui sépare la vallée de l'Ouad-Boussolah de la ville de Sétif, rend compte d'une attaque que les Kabyles ont dirigée contre lui, pendant qu'il revenait sur Bougie. Le succès n'a pas été un moment douteux. D'après les renseignemens donnés par les chefs du pays les Kabyles de Bougie avaient seuls pris part à cette affaire dans laquelle nous avons eu quelques hommes blessés, et qui a encore grandi la réputation de nos troupes dans l'opinion des indigènes.

Le général Galbois, en parcourant de nouveau le territoire Djemmilah a Milah, a reconnu l'impossibilité d'exécuter pendant l'hiver la partie de la route qui traverse dans la vallée supérieure de l'Ouad-Boussolah ; il ne pouvait d'ailleurs envoyer à Djemmilah les approvisionnemens nécessaires pour mettre les troupes à couvert et les denrées dont elles avaient besoin. Ces considérations l'ont déterminé à rapprocher de Milah le 3ème bataillon d'infanterie d'Afrique, après douze jours de résidence à Djemmilah, ce bataillon n'a été inquiété ni à son départ ni pendant sa marche. Le général Galbois a cru devoir le placer en avant de Milah, pour travailler à la route de Sétif sur laquelle il a déjà fait deux lieues et demie.

"La position de Djemmilah avait été vigoureusement attaquée quelques jours auparavant par les Kabyles de Bougie de la colonne du général Galbois avait repoussée. Le 3ème bataillon d'Afrique avait montré dans cette circonstance une grande énergie; le courage de ces braves soldats avait fort à contenir à réprimer à une entreprise dans laquelle il avait déjà perdu plusieurs chefs importans. Le serdji (chef indigène), de Djemmilah était venu pendant l'attaque, s'établir au milieu de notre camp il a combattu avec nos soldats et son dévouement prouve que la population du pays ne prend pas part à l'entreprise des Milanis.

Kabylie de Bougie recevront plus tard un châtiment que leurs attaques précédentes contre cette ville suffisaient seules à justifier.

"L'expédition de Sétif a produit un grand effet dans toute la province de l'Afrique. Tous les caids de la Medjana se sont rendus à Constantine et ont demandé au général Galbois, par l'intermédiaire du kalifa, de leur donner une nouvelle investiture. Ils sont ensuite retournés dans leur pays et ont déclaré que leurs forces étaient suffisantes pour maintenir l'autorité d'Ahmed-Ben-Mokhtar-Kalifa de la Medjana (dénomination par l'autorité française) et qu'ils n'auraient aucun besoin du secours de nos troupes.

"La colonne envoyée chez les Harachas a fait rentrer les contributions de 1838, qui ont été acquittées, soit en argent, soit en bestiaux et chameaux. Toutes les tribus de l'Est ont reconnu l'autorité du caid des Harachas, et cette partie de la province est parfaitement tranquille.

"Dans le Sahhel, le pouvoir du kalifa Ben-Aïssi, se développe et s'affermit. Les caids ont été nommés pour la plupart par son autorité. Dans peu de temps le Sahhel, qui est la partie de la province où il y a eu le plus de chefs investis, sera aussi la plus fortement organisée et la plus régulièrement administrée.

"L'arrivée chez-el-arab, Boizia-ben-Gannah, qui a dernièrement fait sa soumission, s'est rendu à Constantine. Il a amené avec lui les principaux chefs de Djerid pour demander le burnous, en signe d'investiture. Cette démarche éclatante, qui montre à tous la plus puissante famille de la province reconnaissant la souveraineté de la France, a déterminé le gouverneur général à confier à Boizian l'emploi de chez-el-arab. Cette nomination sera très-bien accueillie dans la partie de la province qui touche au désert.

"Les tribus du Djerid désarmeront depuis long-temps se placer sous la protection de la France, pour échapper au joug dont Abd-el-Kader les menace, et Boizia paraît le seul homme qui puisse lutter contre l'influence de l'émir. Il donne pour garantie de sa fidélité sa famille, qu'il établira à Constantine, ou, ainsi que les autres kalifas, il veut avoir une maison.

"Il a fallu de grandes mesures pour déterminer le gouverneur général à révoquer Ferhat-ben-Said, qu'il reconnu comme chiek-el-arab après la prise de Constantine, mais la versatilité de ce chef ne permettait pas d'hésiter. Ferhat a été trouver Abd-el-Kader devant Alger. Abd-en-Malky; il a reconnu pour chef, et quoiqu'on ait dit, il n'est chargé d'aucune mission pour le gouvernement de notre république, mais nous croyons qu'il est envoyé par le cabinet français pour voir notre pays et examiner sa position. Mr. Saligny est allé rejoindre le général Hunt, qui est une de ses anciennes connaissances.

MM. Wilkinson et Mardesaghe, accusés de meurtre dans l'affaire qui eut lieu à Louisville, il y a environ trois mois, viennent d'être jugés et acquittés. La majorité de la population était si forte pour les accusés qu'on n'a pu empêcher les applaudissemens